

L'activisme de la milice Mobondo dans le conflit foncier entre Teke et Yaka dans le Grand Bandundu: L'impact de la crise sécuritaire, humanitaire et la restauration de la paix

Georges Bomino BOSAKAIBO

Introduction

Depuis le mois de juin 2022 une crise sans précédent s'est éclaté dans le plateau de Batéké. Un observateur averti se pose certainement la question de savoir à qui profite cette crise. Cette question cruciale se pose, car beaucoup s'interrogent sur les raisons pour lesquelles deux tribus qui ont longtemps été frères et n'ont pas connu de conflits majeurs se déchirent aujourd'hui. Lorsque les Teke et les Yaka s'entretuent et que les villages se vident, il est probable que les nouveaux acquéreurs des terres en tirent profit.

Il est important de rappeler qu'il y a presque deux ans, des atrocités y compris des actes de cruautés, tels que des décapitations, avaient été commises à Kwamouth. Le modus operandi de ces actes rappelle celui de certains habitants de l'Est de la RDC. Une narration suggère que ce sont des Yaka qui massacrent les Teke, ou vice versa. On peut se demander pourquoi, si les scènes horribles enregistrées étaient l'œuvre des Mobondo Yaka, ils s'attaqueraient à leurs frères Yakas et aux cités de Kabuba et Batshiongo sur la route nationale n°1. Certains estiment qu'il pourrait y avoir une main noire qui aurait infiltré et manipulé les Mobondo pour créer les conditions favorables à la réalisation de ses propres agendas.

Tout est fait pour entretenir la confusion sur les véritables motifs du conflit, ou pour éviter de voir, à travers les différents épisodes de ce feuilleton, l'ombre du président rwandais Paul Kagame qui ne cache plus son désir d'occuper les terres congolaises et leurs richesses par procuration, afin de renforcer son empire jusqu'aux portes de Kinshasa, où plusieurs dignitaires ont acquis de vastes concessions pour accueillir les éleveurs venus de l'Est de la RDC. L'histoire des Mbororo à l'Est de la RDC en dit long. Sinon, comment expliquer que le président rwandais Paul Kagame achète une concession au Congo-Brazzaville en face de celle de Joseph Kabila au Congo-Kinshasa?

L'objectif de cette recherche est de présenter la milice Mobondo son origine, son mode d'opération et les autres acteurs de la crise en investiguant sur la crise sécuritaire et humanitaire comme conséquences des exactions des opérations de ladite milice. C'est une étude qualitative qui utilise

les données rassemblées à partir des livres, journaux ou revues scientifiques et les sources internet. Cette étude soutient que les conflits fonciers émergent toujours dans des communautés qui vivent ensemble dont les chefs coutumiers utilisent parfois leur pouvoir pour mater les autres. L'investigation de la crise sécuritaire et humanitaire permettra d'établir les responsabilités et donner des pistes des solutions par des mécanismes adéquats.

Le présent article essaie de présenter l'émergence et l'expansion de la milice Mobondo suite au conflit foncier entre Teke et Yaka avec toutes ses conséquences. Après cette introduction, il y a une présentation sur les conflits fonciers, mobilisation de la violence et consolidation de la paix. Le deuxième point s'articule sur l'origine et l'expansion de la milice. Le troisième point traite de la crise sécuritaire et son implication dans le grand Bandundu. En plus, la crise humanitaire et ses conséquences dévastatrices seront présentés au quatrième point. Le cinquième point c'est la discussion sur le conflit foncier et la résolution du conflit par la consolidation de la paix. Une conclusion résume les données essentielles de cette étude.

1. Conflits fonciers, mobilisation de la violence et consolidation de la paix

Le conflit foncier est défini comme un phénomène social impliquant au moins deux parties ayant des intérêts ou des positions sociales différentes [Imbusch 1999]. Ces litiges résultent de droits de propriété conflictuels sur la terre, y compris le droit de l'utiliser, de la gérer, d'en tirer des revenus, d'en exclure d'autres, de la transférer et de recevoir une compensation pour elle. Les conflits fonciers englobent l'utilisation abusive, les restrictions ou les litiges relatifs à ces droits de propriété [Wehrmann 2005]. Les dimensions de ces conflits varient en fonction de la légitimité des acteurs impliqués et des types de propriété foncière (étatique, privée ou commune) [Banette & Jan 2008]. Il est essentiel de comprendre la nature spécifique des litiges fonciers pour évaluer leur impact sur la croissance et le développement des zones touchées.

Le contexte mondial des litiges fonciers montre qu'ils sont très répandus dans les sociétés, en particulier dans les régions caractérisées par l'insécurité, l'inégalité et la faiblesse des institutions. Dans de tels contextes, les conflits peuvent s'aggraver en raison de la négligence ou de politiques discriminatoires [Chipo 2016]. Les conflits fonciers s'intensifient dans le monde entier et sont spécifiques au contexte, n'aboutissant pas toujours à la violence mais conduisant souvent à des effets négatifs de grande portée sur le développement social, économique, politique et écologique, en particulier dans les pays en développement où la gouvernance foncière est faible, les marchés fonciers peu développés, la corruption, et l'accès à la terre limité pour les pauvres [Wehrmann 2008]. Plus de 150 conflits sont en cours dans le monde, principalement en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, mais aussi en Europe et dans les Amériques, sous diverses formes: conflits entre individus, communautés, États ou nations, conflits d'héritage et conflits sur l'utilisation des terres. En outre, les conflits fonciers ont une incidence sur les efforts déployés par les gouvernements pour atteindre les objectifs de la politique en matière d'énergies renouvelables, comme on l'a observé aux Pays-Bas.

La dispute foncière en RDC est mise en évidence comme un phénomène complexe où les conflits fonciers dans la région de la Ruzizi sont étroitement liés à l'utilisation de la violence armée par divers acteurs pour sécuriser leurs terres et leur pouvoir local [Huggins 2010; Mushagalusha Mudinga & Ansoms 2015]. Voici quelques points clés de discussion mentionnés ci-dessous:

- Lien entre conflits fonciers et violence armée: les conflits fonciers dans la région ne se limitent pas à des différends civils ou juridiques, mais sont souvent accompagnés de violences physiques. L'utilisation de la violence armée, y compris l'armement de jeunes par les leaders ethniques [Huggins 2010] aggrave les tensions intercommunautaires et pose des défis supplémentaires à la résolution pacifique des conflits fonciers.

- Implication des groupes armés: Le texte souligne également l'implication des groupes armés, étatiques et non étatiques, dans la médiation foncière [Mathys & Vlassenroot 2016]. Ces groupes utilisent souvent l'ethnicité [Vlassenroot 2013] comme un moyen de recrutement et de mobilisation, ce qui complique encore davantage la résolution des conflits fonciers. De plus, l'incapacité de l'État congolais à répondre efficacement à ces défis renforce le rôle des acteurs armés dans la gestion foncière. [Mushagalusha Mudinga & Nyenyezi Bisoka 2014]

- Complexité du pluralisme juridique: La gestion foncière dans la région est caractérisée par un pluralisme juridique où différents régimes fonciers coexistent [Olivier de Sardan 1995 51]. Cela crée des tensions et des contradictions entre les normes coutumières, nationales et informelles, rendant la résolution des conflits fonciers encore plus difficile [Nyenyezi Bisoka et al. 2014]

- Rôle des jeunes: Un aspect important mis en évidence est le rôle des jeunes dans la perpétuation des conflits fonciers armés. Ils sont souvent armés par les leaders ethniques pour défendre les intérêts de leur communauté, mais cela contribue également à l'escalade des tensions et à la violence intercommunautaire [Muchukiwa 2006].

- Défis pour la paix et la sécurité: Enfin, le texte souligne les défis significatifs auxquels sont confrontés les efforts de paix et de sécurité dans la région. L'incapacité de l'État à garantir la sécurité et à résoudre les conflits fonciers alimente le cycle de la violence armée et compromet les perspectives de développement et de stabilité à long terme.

L'examen de la recomposition des élites locales s'avère indispensable ainsi que la façon dont les milices armées influencent les normes pratiques foncières dans les villages de Nyakabere I et Nyakabere II [Assumani 2020]:

Transformation des villages en quartiers: Depuis 1928, ces villages étaient des entités coutumières dirigées par un chef de village issu d'un clan régnant. Cependant, en 1987, la création des cités dans la région du Kivu a transformé ces villages en quartiers constitutifs de la cité de Sange. Cela a entraîné

des changements dans la composition des élites locales et des tensions entre différents clans pour le contrôle des terres.

Maintien des pratiques coutumières: Malgré cette transformation, les élites locales continuent de gérer la terre selon les coutumes et les usages locaux, plutôt que selon le droit foncier national. Elles conservent ainsi une autorité similaire à celle des chefs coutumiers, ce qui crée des tensions avec les nouvelles autorités locales.

Influence des milices armées: Les milices armées jouent un rôle crucial dans la recomposition des élites locales et la fabrication de normes pratiques foncières. Elles empêchent la nouvelle élite locale de concéder des terres à de nouveaux intéressés en utilisant des menaces de mort, établissant ainsi une norme pratique interdisant à la nouvelle élite locale de s'impliquer dans la gestion des terres.

Conséquences et perspectives: L'utilisation de la violence armée par les milices pour sécuriser l'accès à la terre entraîne des conséquences dévastatrices pour la vie humaine et la cohésion sociale. Cependant, cette étude met en lumière le rôle complexe des milices armées dans la gestion foncière et souligne la nécessité d'une approche holistique pour comprendre et résoudre les tensions foncières dans la région.

L'essai de Patrick G. Coy intitulé "Conflict Resolution, Conflict Transformation, and Peacebuilding" (Résolution des conflits, transformation des conflits et consolidation de la paix) offre un aperçu précieux des concepts et pratiques clés dans le domaine des études sur la paix et les conflits [Coy 2009]:

Résolution des conflits: les dimensions de la résolution des conflits, telles que la négociation fondée sur des principes, la médiation axée sur la résolution des problèmes et la médiation transformatrice, sont mises en évidence. La négociation raisonnée, basée sur la négociation raisonnée, est considérée comme fondamentale, l'ouvrage de Fisher et Ury "Getting to Yes" faisant office de référence. La résolution des conflits, en particulier la négociation et la médiation, est présentée comme essentielle pour traiter les différentes formes de conflit.

Transformation des conflits: La discussion passe à la transformation des conflits, en opposant la médiation transformatrice à la transformation des conflits en termes de compréhension de l'autonomisation et du changement. Les conflits sont décrits comme ayant des dimensions à la fois destructives et constructives, l'engagement constructif dans les conflits étant considéré comme essentiel pour traiter les problèmes sous-jacents tels que la violence, l'injustice et l'inégalité.

Consolidation de la paix: L'essai aborde les modèles de consolidation de la paix, en comparant ceux des Nations unies avec ceux des ONG et de la société civile. Il souligne l'importance du changement et de l'autonomisation dans les efforts de consolidation de la paix, en insistant sur le rôle des luttes

non violentes, des compétences en matière de résolution des conflits et des mesures de consolidation de la paix dans la promotion d'une paix durable.

La médiation: La médiation est considérée comme un élément central de l'engagement et de la résolution des conflits, la négociation basée sur les intérêts étant une approche largement enseignée et pratiquée. L'essai souligne les diverses applications et l'importance de la médiation dans le traitement des conflits à différents niveaux, des conflits interpersonnels aux conflits internationaux.

En ce qui concerne la médiation, l'essai développe différentes typologies ou schémas pour catégoriser la médiation, y compris [Coy 2009]:

Modèle de contingence de l'intervention d'une tierce partie: Il lie le type de médiation tentée au stade du conflit.

Résolution de problèmes ou médiation facilitatrice: Marquée par des négociations basées sur les intérêts en vue de parvenir à un règlement, souvent employée dans le cadre du système juridique avec des contraintes de temps imposées par le tribunal.

Médiation transformatrice: Fondée sur des valeurs et visant à donner aux parties les moyens de prendre leurs propres décisions et de communiquer efficacement, elle privilégie l'évolution des perceptions et des interactions par rapport à un règlement spécifique.

En résumé, l'essai de Coy donne une vue d'ensemble de la résolution et de la transformation des conflits, de la consolidation de la paix et de la médiation, en soulignant l'interconnexion et l'importance de ces concepts pour relever des défis sociaux et politiques complexes.

La médiation transformative, les modèles de médiation hybrides, les centres de médiation communautaires et le concept plus large de consolidation de la paix, y compris les rôles des Nations Unies et des ONG [Coy 2009]:

Médiation transformatrice: Cette approche donne la priorité à la reconnaissance et à la responsabilisation des parties au conflit plutôt qu'à l'obtention d'une résolution formelle. Elle se concentre sur les changements internes des parties au conflit et sur la transformation de leurs relations, visant à modifier les perceptions et les interactions plutôt qu'à obtenir des résultats spécifiques en matière de règlement.

Modèles de médiation hybrides: De nombreuses agences et de nombreux médiateurs combinent des principes de transformation avec des tactiques de résolution de problèmes dans le cadre d'approches hybrides. Ces modèles sont répandus sur le terrain et intègrent des éléments de différentes approches pour répondre aux besoins de conflits et de contextes divers.

Centres de médiation communautaires: Ces institutions locales proposent des services de médiation et de résolution des conflits par l'intermédiaire d'organisations communautaires, visant l'indépendance par rapport au système juridique, tout en acceptant les cas renvoyés par les tribunaux. Ils forment des bénévoles reflétant la diversité de la communauté et s'efforcent de favoriser la participation des citoyens et la gouvernance démocratique.

La consolidation de la paix: La consolidation de la paix est définie comme un processus visant à instaurer une "paix positive", en s'attaquant non seulement à la violence directe, mais aussi à la violence structurelle et culturelle. Elle englobe les opérations menées par les Nations unies, qui mettent l'accent sur la construction de l'État, et celles conduites par les ONG et la société civile, qui se concentrent sur la promotion de plateformes sociales flexibles pour l'engagement local dans des pratiques culturelles propices à des changements sociétaux à long terme [Coy 2009].

Efforts de consolidation de la paix de l'ONU: L'implication de l'ONU dans la consolidation de la paix s'est accrue depuis la fin de la guerre froide, mettant l'accent sur la création, le renforcement et le maintien de structures sociales et politiques favorables à une paix durable. Les missions de l'ONU abordent de plus en plus les thèmes de la justice transitionnelle et travaillent au renforcement des systèmes politiques, juridiques et éducatifs afin de promouvoir la sensibilisation aux droits de l'homme et la culture de la paix.

La nature complémentaire et parfois divergente des efforts de consolidation de la paix de la société civile par rapport aux opérations menées par les Nations unies est soulignée. Elle indique que si les efforts de l'ONU peuvent se concentrer sur la prévention de la violence à grande échelle et la facilitation d'une participation politique minimale, les initiatives de la société civile ciblent souvent des aspects plus profonds de la transformation des conflits, reconnaissant que les conflits peuvent s'aggraver avant de s'améliorer.

Les points clés concernant les efforts de consolidation de la paix de la société civile sont les suivants [Coy 2009]:

S'attaquer aux injustices structurelles: Les premiers partisans de cette approche, comme Adam Curle, ont souligné l'importance de s'attaquer aux injustices structurelles avant de chercher prématurément une solution, en préconisant des stratégies qui conduisent à une paix durable au fil du temps.

Action non violente: La consolidation de la paix par la société civile utilise souvent de manière stratégique l'action non violente pour dénoncer les injustices, mobiliser les groupes opprimés et modifier la dynamique du pouvoir, créant ainsi des conditions propices à la négociation et à la médiation.

Renforcement des capacités locales: Plutôt que d'imposer des modèles préétablis, les intervenants de la société civile donnent la priorité aux capacités locales de résolution et de transformation des conflits. Ils cherchent à comprendre et à renforcer les approches indigènes, en encourageant les partenariats coopératifs et en s'appuyant sur les ressources pratiques et symboliques des communautés locales.

La consolidation de la paix par l'élicitation: Le concept de consolidation de la paix "élicitive" de John Paul Lederach met l'accent sur le rôle de l'intervenant en tant qu'animateur, en découvrant et en renforçant les capacités nationales de transformation des conflits. Cette approche implique de développer des partenariats collégiaux et d'être transparent sur les contributions, de travailler à des changements à long terme dans les structures sociales et les pratiques culturelles guidées par les principes d'autonomisation et de collaboration.

Malgré les complexités et les défis inhérents à la résolution des conflits, notamment la violence, l'injustice et l'inégalité, les personnes engagées dans le travail de consolidation de la paix et de la société civile conservent un optimisme chaleureux. Elles croient en la capacité inhérente des individus et des communautés à changer, à se développer et à résoudre les conflits de manière pacifique, en s'appuyant sur un profond sentiment de solidarité avec les personnes touchées par les conflits et sur un engagement commun à créer un monde plus juste, plus pacifique et plus équitable.

2. L'origine et l'émergence de la milice Mobondo

2.1 La vente des concessions de terre

Après l'occupation de l'Est, la saga de l'effondrement de la RDC se déroule sur le plateau de Batéké, à proximité de Kinshasa. Un conflit foncier initialement entre les Teke et les Yaka, deux tribus qui cohabitent dans la région du plateau du Kwango, de Maindombe et de Kinshasa depuis des temps immémoriaux a évolué en affrontements incessants. Cependant, l'implication des Forces Armées de la RDC en mai 2023 a commencé à révéler le véritable visage, voire les agendas dissimulés, de cette complexe situation.

L'ombre du Rwanda est une fois de plus soupçonnée dans l'achat des terres. Bien que l'incident initial impliquant quelques fermiers Yaka et les chefs fonciers Teke ait déclenché le conflit, le drame de Kwamouth n'a rien à voir avec un conflit tribal, comme l'avait souligné le Cardinal Fridolin Ambongo lors de sa tournée dans les diocèses de l'ancienne province de Bandundu. "Il n'y a pas de conflit tribal entre Yaka et Teke", a-t-il conclu. Les Yaka et les Teke ont coexisté paisiblement depuis des temps immémoriaux. Ce qui divise, c'est la vente des terres pour permettre l'expansion territoriale du Rwanda selon certaines observations.

Le scénario du prétendu conflit tribal au Mai-Ndombe et au Kwango a été mis en place lorsque

les partisans Rwandais avaient commencé à acquérir de vastes étendues de terres auprès des chefs coutumiers Teke, dans la région très riche en minerais stratégiques et en pâturages encore inexploités. En première ligne, Joseph Kabila, l'ancien président Congolais, a obtenu, au-delà de sa concession de Kingakati gracieusement accordée par les chefs fonciers Teke, une concession s'étendant de l'embouchure de la rivière Maindombe jusqu'à Nkana dans la commune de Maluku, avec la bénédiction de certains notables Teke tels que les chefs fonciers Epuma, Nguma, et un député provincial de Kinshasa [Martinez Ngyaluka 2023].

Pendant ce temps, le président rwandais Paul Kagame a emboîté le pas en acquérant une concession de 5000 hectares en face de la ferme de Joseph Kabila au Congo-Brazzaville. Simple coïncidence ou stratégie d'un plan expansionniste? Il convient de noter qu'avant Joseph Kabila et le président rwandais Kagame, Vital Kamerhe, une autre figure influente de l'Est, avait également obtenu plus de 5000 hectares à Mongata, non loin de Bukanga Lonzo, avec la complicité d'un chef coutumier nommé Mayala.

Fils du Chef Mongata, le coutumier Mayala avait déjà servi de commissionnaire au gouvernement Matata pour la cession des terres de Bukanga Lonzo dans le Kwango, où les véritables chefs fonciers du Kwango avaient été trompés et même exclus des négociations avec les investisseurs du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, au cœur d'un autre scandale financier selon Martinez Ngyaluka [2023].

Au plus fort de la fin du second mandat de Joseph Kabila, des centaines d'éleveurs rwandais, appelés Banyamulenge, avaient migré avec leurs troupeaux du Kivu vers l'ouest, tentant de s'installer dans les pâturages du Kwilu et du Kwango, notamment à Bukanga Lonzo. Cependant, la résistance des populations locales a contraint ces éleveurs, certains armés d'armes de guerre, à s'installer dans les concessions de Joseph Kabila à Kingakati, de Nkana à Kwamouth, et de Vital Kamerhe à Mongata, foyer des tensions actuelles.

La vente de terres à des personnalités douteuses en termes de nationalité, ainsi qu'à certains dignitaires et hauts gradés de l'armée, a entraîné une recrudescence de la frustration et de la colère des communautés locales, notamment d'autres tribus à l'encontre des chefs fonciers Teke. Coincés par leurs clients exigeant la pleine exploitation des espaces acquis, les chefs fonciers ont multiplié les stratagèmes, notamment en augmentant les droits fonciers pour décourager les fermiers locaux et les inciter à abandonner les terres au profit de nouveaux acquéreurs.

2.2 Le contexte historique et le facteur déclencheur de la crise actuelle

Les Tekes détiennent une grande partie des terres de Kwamouth, tandis que les communautés des provinces voisines, considérées comme "non autochtones", ont historiquement fourni la main-d'œuvre agricole et se sont également installées sur ces terres en tant qu'agriculteurs, sous l'imposition des chefs coutumiers tékés. Ceux-ci conservent le pouvoir sur le plateau et à vendre les terres.

Le récent conflit, qualifié d'ordre foncier et coutumier, avait éclaté en juin 2022 entre les communautés dites "originaires" et "non originaires", causant des centaines de victimes. Ce conflit latent s'est transformé en violence généralisée après le rejet par de nombreux fermiers, principalement Yaka, d'une augmentation de la redevance coutumière imposée par les chefs Teke, considérés comme "originaires".

La crise trouve ses racines au village de Bokala à Kwamouth, où le premier incident a eu lieu. En 2022, l'annonce par les chefs tékés de cette augmentation des taxes a ravivé les tensions existantes. Face à une résistance minimale des villageois tékés, préférant abandonner leurs villages plutôt que de subir davantage de violence, les fermiers yaka avaient commencé à inciter d'autres personnes à refuser de payer les impôts, selon le rapport du groupe d'experts de l'ONU.

Lorsque les chefs tékés ont tenté de faire appliquer ces prélèvements, un agriculteur yaka, venant de Nkana pour réclamer la protection de leurs droits fonciers et contester l'augmentation des droits coutumiers imposés par les chefs fonciers Teke, a été violemment agressé par les proches du chef Teke Epuma et est décédé à son retour. Face à la tentative de protestation de sa famille contre la mort de leur fils, une bagarre avait éclaté au village de Bokala dans le territoire de Kwamouth déclenchant ainsi le meurtre d'un chef téké et l'incendie d'un village, provoquant la mort de quatre Yaka.

C'est ainsi que commence une longue saga de conflit dans laquelle vont s'immiscer d'autres forces obscures. Manipulés par certains notables et chefs fonciers Teke, les Bateke vont orchestrer une chasse non seulement aux Bayaka, mais aussi à d'autres non-autochtones qui sont pourtant installés à Kwamouth depuis des décennies. L'objectif était de libérer les espaces déjà vendus, tout un groupement, au profit de leurs nouveaux acquéreurs, dont l'ancien président Joseph Kabila, actuel propriétaire de Kingakati.

Cependant, la révolte des autres exploitants des terres, notamment les Baluba, Bambala, Yansi et principalement les Bayaka, qui revendiquent également la paternité de ces terres cédées par leurs ancêtres aux Bateke, ne s'est pas fait attendre.

2.3 L'exhumation de la formule anticoloniale par Kiamvu

Pour venger leurs frères et défendre les terres aliénées par les chefs coutumiers Teke, les Bayaka se tournent vers les princes de leur Kiamvu (grand chef coutumier Yaka). Parmi eux, le prince Kasongo Lunda Imona, l'un des fils rebelles du Kiamvu Kumbu, et le roi Kasongo Lunda, reconnu en 1993 comme le plus âgé des participants à la Conférence Nationale Souveraine (CNS), ainsi qu'un autre prince nommé Saddam, vont réveiller la puissante formule Mobondo, qui avait permis aux Yaka de résister aux armes à feu des colons.

À l'instar de l'époque coloniale, les princes Kiamvu initient les jeunes Yaka aux fétiches "Mobondo" afin de les rendre invulnérables aux attaques ennemies et de protéger leurs terres. Cette pratique

mystique du «Mobondo» avait en effet permis aux rois Yakas de résister à l'occupation coloniale, comme le relate un notable du Kwango.

L'actuel Kiamvu, un personnage mystérieux se faisant passer pour le roi traditionnel et le chef spirituel des Yaka, est alors apparu et a fondé la milice Mobondo, selon plusieurs rapports et témoignages de personnes déplacées. Cette milice, qui n'est pas exclusivement composée de Yaka, s'appuie fortement sur l'utilisation de rituels traditionnels. Les combattants, peints et portant des talismans, selon les témoignages, manient des machettes, des fusils de chasse et d'autres armes légères. Ces groupes se faisant appeler "Mobondo", en référence à leurs fétiches protecteurs, ont recruté principalement parmi les communautés dites "non originaires" telles que les Yaka, Suku, Mbala, Ndinga et Songo. Ils ont ciblé les villageois Teke avec des machettes, des lances, des fusils de chasse et des fusils d'assaut militaires. [Thomas Fessy 2022]

Cependant, le combattant Mobondo est soumis à des règles strictes: il lui est interdit de violer, de voler, de piller ou de verser le sang de ses frères, de peur d'être atteint par l'ennemi.

2.4 La revendication de la milice Mobondo

La traque a débuté, non pas contre les populations Teke, mais plutôt contre les chefs fonciers Teke qui ont perturbé leur jouissance en vendant un ensemble de terre (presque tout un groupement) à Joseph Kabila, ainsi que contre les forces de l'ordre qui s'opposent à leur mission. Les survivants de leurs attaques prétendent que les Mobondo cherchent à conquérir une grande partie de la section congolaise du plateau de Bateke, affirmant qu'il s'agit d'une partie de l'ancien royaume Yaka de Lunda.

Selon les témoignages des autochtones, «les véritables Mobondo veulent mettre fin au règne des chefs coutumiers qui cèdent de vastes étendues de terres ancestrales à des personnalités douteuses, au détriment des communautés locales, privant ainsi leur descendance d'un héritage foncier». C'est le cas de Mayala, notable du village de Batshiongo, au cœur de l'escalade qui a coûté la vie à sept soldats à Mongata. En effet, Mayala est désormais dans le viseur des Mobondo pour avoir facilité le déplacement de plus de 500 bovins avec leurs éleveurs Banyamulenge de Mongata vers Bukanga Lonzo, un parc agro-industriel qui n'a rien apporté ni aux communautés locales ni à la République.

Alerté par ses proches, Mayala, fils du Chef coutumier Teke de Mongata, s'est enfui à Takundji dans le secteur de Fatundu (Kwango), d'où est originaire sa mère, dans une tentative d'échapper aux Mobondo qui le pourchassaient. Selon les témoignages de voyageurs en provenance de Kenge, c'est bel et bien ce vendeur de terres, Mayala, qui a alerté certains dignitaires à qui il avait vendu des terres, afin de réprimer les Mobondo et d'assurer sa protection.

2.5 L'altercation entre l'armée et la milice Mobondo

Les forces loyalistes déployées sur le terrain n'avaient pas pu privilégier la voie diplomatique, déjà enclenchée par le Chef de l'État, pour répondre à l'appel pressant des Mobondo de les laisser

poursuivre les vendeurs de terres au profit des nouveaux acquéreurs. À Batshiongo comme à Mongata, la tension avait monté d'un cran lorsque le colonel envoyé depuis Kenge avait refusé de laisser les combattants Mobondo poursuivre leur itinéraire pour retrouver le fugitif Mayala. Obéissant aux ordres de sa hiérarchie, le vaillant officier avait ouvert le feu en signe de sommation, mais les Mobondo s'étaient irrités et avaient déployé leur force mystique. Sept soldats et deux civils avaient été tués sur le coup à la barrière érigée sur la route nationale numéro 1 (RN1), suivi de la décapitation du colonel de l'armée.

Par ailleurs, les forces de l'ordre, envoyées par une ruse du chef de groupement Nguma, s'étaient attaquées à des innocents au village d'Inga, majoritairement habités par des Yakas. Plusieurs morts avaient été enregistrés, y compris parmi les civils qui ont fui dans la brousse. Cette tournure très dangereuse avait été dénoncée par un député national, Jonathan Bialosuka, sur une télévision locale. L'élu de Kinshasa a préconisé une résolution pacifique de la crise, surtout étant donné l'implication de certains politiciens.

Malgré plusieurs missions de pacification envoyées par le Chef de l'État, aucune n'a abouti, et la main noire de ce conflit avait réussi à semer la confusion. Selon des analystes autochtones, l'escalade militaire semblait vouée à l'échec et ne ferait qu'attiser la haine et les violences. À Inga, non loin de Menkao, les FARDC, manipulées par le chef de groupement Nguma, ont commis des atrocités contre des populations civiles et avaient contraint des milliers de citoyens innocents à se réfugier dans la brousse.

Un membre de la société civile du Kwango craignait que les grands fermiers du plateau et du Kwango, nombreux étant haut placés dans l'armée, ne trouvent un prétexte pour se venger des communautés Yaka de la région, car les combattants Mobondo menaçant leurs terres appartiennent en majorité à cette ethnie.

Des sources concordantes indiquent également qu'un Major Teke des FARDC nommé Martin menait des incursions domiciliaires dans les quartiers Mbenzale, Mpasas et Kinkole pour pourchasser les familles Yaka ayant trouvé refuge à Kinshasa. Une telle attitude risquait d'inciter les Mobondo à agir dans la capitale si aucune mesure n'était prise.

3. Crise sécuritaire et son implication dans le grand Bandundu

3.1 Mode opératoire et tactiques de guérilla

Les miliciens Mobondo, recrutés principalement parmi les communautés Yaka, Suku, Mbala, Ndinga et Songo, ciblent les villageois Teke avec une grande brutalité, utilisant des machettes, des lances, des fusils de chasse et des fusils d'assaut militaires. Les analystes estiment que les tactiques des milices sont sophistiquées, organisant des embuscades coordonnées contre des cibles militaires

et s'aventurant près de Kinshasa avant d'être repoussées par l'armée. Le rapport des experts de l'ONU décrit le Mobondo comme exécutant des "attaques de type militaire" et ayant accès à des armes telles que des fusils d'assaut de type AK, des mitrailleuses PKM et des lance-grenades.

Certains Mobondo seraient d'anciens soldats, selon un chercheur en droits de l'homme. La réponse de l'armée à la milice lorsqu'elle est entrée dans la province de Kinshasa a été "féroce", selon le chercheur, mais les Mobondo opèrent toujours ailleurs, considérant le territoire comme déjà conquis. Les Teke refusent les négociations et attendent du gouvernement qu'il élimine la milice, mais une solution adéquate est difficile. Les représentants du peuple Yaka n'avaient pas pu être contactés, et de nombreux membres de la communauté se sentent injustement visés en raison de leurs liens supposés avec les Mobondo, ce qui les rend réticents à s'exprimer. Un avocat basé à Kinshasa a admis que le conflit avait commencé à propos des impôts, mais il a souligné que les Teke et les Yaka ont vécu côte à côte pendant des années, et que la situation actuelle est inhumaine pour les personnes déplacées, sans aide gouvernementale.

Des miliciens Mobondo ont tendu des embuscades à ceux qu'ils considèrent comme ennemis. Ce fut le cas d'une embuscade tendue à un camion transportant principalement des commerçants Teke, ce véhicule était incendié près du village de Mulunu dans le territoire de Kwamouth. Les opérations des forces de sécurité n'avaient pas réussi à mettre fin à la violence, et l'insécurité persistante avait entraîné une crise humanitaire et perturbé les examens scolaires et les préparatifs électoraux.

La menace posée par la milice locale, connue sous le nom de Mobondo ou Batshongo selon les endroits, était considérable dans les régions méridionales de la RDC. Des rapports réguliers faisaient état d'attaques mortelles et d'enlèvements perpétrés par divers groupes armés opérant dans la région. Ces militants utilisaient souvent une violence indiscriminée, et les étrangers étaient parfois ciblés en raison de leur perception comme étant riches et vulnérables.

3.2 L'Expansion de la crise sécuritaire dans d'autres provinces du grand Bandundu

3.2.1 Les affrontements dans la province de Kwango

Les affrontements entre des présumés militants Mobondo et les forces armées avaient causé d'au moins 18 morts près de Mulosi, dans la province du Kwango au mois de septembre 2023. Les événements près de Mulosi, un village situé entre Batshongo et Kabuba dans la province du Kwango, avaient été marqués par des affrontements entre les forces armées (FARDC) et des militants présumés de la milice Mobondo, entraînant la mort d'au moins trois soldats et 15 militants. Les rapports indiquent que les habitants des zones environnantes avaient fui la région, craignant pour leur sécurité. Les autorités avaient maintenu une présence renforcée dans le Kwango, en mettant en place des mesures telles que des couvre-feux et des points de contrôle. Cependant, des perturbations dans les déplacements et les activités commerciales étaient possibles, surtout quand les mesures de sécurité étaient renforcées.

En mai 2023, les autorités avaient instauré un couvre-feu nocturne le long de la RN1 en raison de nouveaux affrontements, mais cela n'avait pas suffi à contenir la violence. À ce moment-là, il était recommandé à la population et aux étrangers de limiter les déplacements non essentiels et de quitter la zone dès que des signes de troubles apparaissaient. Surtout les étrangers étaient conseillés de voyager en convoi avec une escorte de sécurité et uniquement pendant la journée, tout en maintenant le contact avec les missions diplomatiques et suivre toutes les directives émises par les autorités locales, y compris les couvre-feux.

Une autre attaque menée par des miliciens Mobondo dans le village de Batshongo, province du Kwango, a entraîné la mort d'au moins onze personnes, selon les responsables locaux. Les heurts se sont poursuivis dans le village voisin de Mongata. Les autorités de la province ont instauré un couvre-feu pour tenter de contenir la violence. Selon Symphorien Kwengo, un responsable de la société civile de Kwango, le bilan serait encore plus élevé, avec huit morts à Batshongo et onze à Mongata. Cependant, les attaques dans cette région reculée sont difficiles à vérifier, et le nombre de victimes pourrait être plus important.

Les combats dans l'ouest de la RDC se sont étendus aux provinces du Kwango et de Kinshasa, où se trouve la capitale. Plus tôt dans la semaine, une attaque similaire avait eu lieu à Nguma, dans la province de Kinshasa, faisant un mort du côté des forces armées et quatre miliciens tués. Ce conflit, bien que meurtrier, a été largement éclipsé par les violences dans l'est du pays, où la rébellion du M23 a conquis des territoires importants.

3.2.2 Les affrontements et exactions dans la province de Mai-Ndombe

Durant les affrontements entre l'armée et les miliciens Mobondo douze miliciens ont été tués et inhumés à Masiambio, une localité située à 125 km de Bandundu-Ville sur la RN 17. Un autre milicien Mobondo était fait prisonnier. Le dispositif de sécurité avait été renforcé, avec des hélicoptères de l'armée apportant un soutien en hommes et en logistique à la force loyaliste déjà présente sur place. Deux soldats ont perdu la vie au cours de ces affrontements, mais l'armée avait réussi à repousser la tentative de sabotage du village de Masiambio par la milice.

Le député provincial élu de Kwamouth, David Bisaka, a salué les efforts déployés par les FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) et exprimé l'espoir de rétablir la paix dans la région. Il a encouragé le renforcement de la sécurité par les FARDC, incitant les villageois à collaborer avec les forces armées pour obtenir les résultats escomptés. Malgré un calme précaire à Masiambio, certains villageois avaient commencé à revenir après avoir tenté de fuir à pied vers Kinshasa. L'élu les encourage à collaborer avec les forces armées pour garantir la sécurité de la région. Ce regain d'insécurité a été observé en décembre 2023, avec des affrontements entre les villages de Betanie et Tika ngayi, ainsi qu'entre la ferme "Longue Histoire" et le village de Mapanda [Jonathan Mesa, à Bandundu, 2023]

3.2.3 Les miliciens Mobondo dans le territoire de Popokabaka

Le député national Jean-Pierre Pasi Za Pamba avait annoncé le dimanche 28 mai 2023 que les miliciens Mobondo avaient pénétré le territoire de Popokabaka, dans la province du Kwango, à environ 400 km de la ville de Kinshasa et à moins de 50 km de l'Angola. Selon les premières informations, cette incursion avait entraîné à l'assassinat du commandant de la police Jean Berry Manzanza, la disparition d'un autre policier et la grave blessure d'un troisième.

3.2.4 La milice Mobondo au Kongo Central

Le ministre de l'Intérieur, de la sécurité et de la décentralisation, Peter Kazadi, avait déclaré lors d'une conférence de presse à Kinshasa le mercredi 24 mai 2023 que la milice Mobondo, qui sème la terreur dans l'Ouest du pays, avait étendu son influence jusqu'à la province du Kongo-Central. Il a souligné que les instigateurs de cette milice se trouvent au sein de certains partis politiques, voire à l'Assemblée nationale. Peter Kazadi a mis en avant la situation sécuritaire préoccupante dans l'Est et l'Ouest de la RDC, ainsi que l'impact sur le processus électoral. Il a noté que la milice Mobondo ciblait tous les symboles de l'État, indiquant ainsi son objectif d'affaiblir le pouvoir en place.

3.2.5 La milice Mobondo à la porte de la Capital Kinshasa

La situation sécuritaire dans le groupement Mbankana, dans la commune de Maluku, devenait de plus en plus grave, avec l'intensification de l'activisme de la milice Mobondo. Des affrontements violents avaient opposé l'armée aux miliciens Mobondo au village Muluono, près de Kinshasa, le mercredi 23 août. Les rapports divergent quant au bilan des pertes, mais plusieurs morts avaient été enregistrés. Le chef du groupement Mbankana, M. Soki Milanda, avait exprimé son inquiétude et avait demandé l'assistance du gouvernement pour éradiquer les Mobondo, affirmant que la milice était omniprésente et qu'elle avait tué plusieurs militaires. Un habitant de Mbankana avait ajouté que les Mobondo cohabitaient avec les militaires mais étaient responsables de meurtres.

Les opérations militaires n'avaient pas suffi à améliorer la situation sécuritaire dans la commune de Maluku. Les attaques des miliciens contre les civils s'étaient poursuivies, avec des incidents signalés, notamment deux meurtres au village Ibi. La commune de Maluku, située dans les plateaux de Bateke, couvre une grande partie de l'étendue de la ville de Kinshasa. Les violences, initialement localisées dans le territoire de Kwamouth dans la province de Mai-Ndombe, se sont progressivement propagées aux provinces de Kwango et Kwilu, avant d'atteindre Kinshasa, où les premiers incidents avaient été rapportés en mars de l'année 2022.

La situation sécuritaire était tendue dans la localité de Mongata, selon les autorités provinciales du Kwango rapportées par Radio Okapi en 2023. Une source sécuritaire a indiqué que trente-huit combattants de la milice Mobondo avaient été tués et de nombreux autres blessés à Mongata. Les miliciens avaient apparemment tué un colonel des FARDC à proximité du péage dans la province du Kwango, sur la route nationale 1, avant de tenter d'investir Mongata. Le président du cadre de concertation de la société civile du Kwango, Lucien Lufutu, a appelé les autorités à appréhender les

auteurs de ces attaques. Un renfort stratégique en provenance de Kinshasa s'était également rendu à Mongata pour faire face à la situation.

Le commandant de la 14ème région militaire, le général-major Stasin Kizimu, avait déclaré lors d'une interview exclusive à Radio Okapi le 10 mai 2023 que les Forces armées de la RDC assuraient désormais la sécurité dans le plateau de Bateke, situé à 100 km à l'est de Kinshasa. Toutes les dispositions ont été prises pour assurer la sécurité de la population, malgré les tentatives de l'ennemi se faisant appeler «Mobondo» pour échapper au contrôle des forces de l'ordre.

Les assaillants s'étaient infiltrés à Mongata et Menkao, tuant une dizaine de personnes, selon le général Stasin Kizimu. «Que ce soit à Yosso ou à Mbuyi dans le groupement Mongata, que ce soit à Menkao, les assaillants se sont infiltrés. Et au niveau de Yosso, ils ont tué huit personnes et deux sont décédées des suites de leurs blessures, portant le nombre total de victimes à dix. Les militaires sont intervenus rapidement, mais ils avaient trouvé que les concitoyens avaient déjà été tués». Selon le général-major Stasin Kizimu, les Forces armées de la RDC (FARDC) avaient réagi avec succès pour neutraliser certains assaillants, y compris leur chef de bande dont le nom reste inconnu. Il avait décrit un incident à Menkao où des policiers accompagnaient un citoyen pour récupérer le corps de son frère décédé de mort naturelle. Pendant ce temps, les assaillants avaient tendu une embuscade, blessant deux policiers et incendiant des véhicules. Les militaires sont intervenus pour rétablir l'ordre et calmer la situation.

Des miliciens Mobondo, avaient attaqué la localité de Nguma, située à 75 kilomètres de Kinshasa, selon le général Sylvain Ekenge, porte-parole de l'armée congolaise. L'attaque a entraîné la neutralisation de quatre miliciens, tandis qu'un soldat des FARDC avait été grièvement blessé à la machette et avait malheureusement succombé à ses blessures selon les sources militaires. Les miliciens Mobondo sont accusés de jouer un rôle actif dans les violences communautaires qui affectent le territoire de Kwamouth dans la province de Mai-Ndombe, à l'ouest du pays.

3.2.6 La milice dans la province de Kwilu

Le conflit foncier opposant les Teke aux Yaka, a connu une recrudescence des violences au début mars, après une accalmie. Ces violences avaient pris pour cible les villages Teke et s'étaient étendues à la province de Kwilu. Les populations ont fui la zone de conflit pour se réfugier notamment dans la commune périphérique de Maluku, à une centaine de kilomètres de Kinshasa. Une attaque attribuée à la milice Mobondo avait également fait neuf morts à Yosso, dans la même zone. Selon un rapport de l'ONG américaine Human Rights Watch, ce conflit aurait causé la mort d'au moins 300 personnes en moins d'une année.

Ce conflit, bien que meurtrier, a été largement ignoré, l'attention étant davantage portée sur la région orientale du pays, où la rébellion du M23 a conquis d'importantes portions de territoire dans la province du Nord-Kivu, tandis que le groupe armé Codeco sème la terreur dans la province de l'Ituri

[AFP avec Actualité. CD 2023]

4. Crise humanitaire et ses conséquences dévastatrices

La crise sécuritaire a toujours entraîné des conséquences sur la population dans la société. L'attaque perpétrée par des miliciens Mobondo met en évidence l'absence de règlement des différends coutumiers selon Thomas Fessy [2022]. Cette attaque montrait la gravité des violences communautaires qui sévissent dans l'ouest de la RDC. L'embuscade qui avait coûté la vie à au moins 20 personnes est la dernière d'une série d'attaques qui avaient semé la terreur dans la région. Ces violences avaient entraîné le déplacement de milliers de personnes et avaient exacerbé une crise humanitaire déjà préoccupante.

Le marché Malebo à Bandundu, qui avait été transformé en camp d'accueil pour les personnes déplacées, illustre l'ampleur du problème et la difficulté pour le gouvernement congolais de faire face à la crise. Malgré les efforts pour fermer le camp, les besoins humanitaires étaient criants et les personnes déplacées avaient peu d'alternatives pour trouver refuge. [Thomas Fessy 2022]

4.1 L'abandon des déplacés sans assistance

La cour d'un quartier difficile de Kinshasa était devenue le refuge de quelque 140 résidents, principalement des Tékés, qui ont fui Kwamouth, dans la province de Mai-Ndombe, à environ 200 kilomètres au nord de la capitale, après une attaque de la milice Mobondo en septembre 2022. John Mushebi, un habitant de Kinshasa d'origine téké, avait ouvert sa propriété pour accueillir le plus grand nombre possible de survivants, mais déplorait le manque d'aide gouvernementale.

Comparée aux conflits dans l'est de la RDC, notamment avec l'avancée du groupe rebelle M23 soutenu par le Rwanda, l'agitation à Kwamouth avait reçu peu d'attention internationale, malgré sa proximité avec la capitale. Les opérations de pacification menées par l'armée congolaise avaient été entravées par l'interdiction faite aux journalistes de se rendre dans les zones touchées par la violence.

Les rapports sur la violence à Kwamouth témoignent d'un tableau de violence extrême, avec des villages incendiés et pillés, et des dizaines de morts, y compris des chefs traditionnels. Les violences se poursuivaient avec des attaques meurtrières, faisant craindre un bilan humain beaucoup plus élevé que ce qui a été rapporté. Malgré les défis et l'absence d'aide gouvernementale, les survivants tentaient de reconstruire leur vie à Kinshasa, dans l'espoir que la situation sécuritaire s'améliorera à l'avenir.

4.2 Besoin urgent d'aide humanitaire pour les déplacés

L'impact humanitaire de la crise à Kwamouth était et reste dévastateur. Entre 500.000 et 600.000 personnes avaient été touchées par les déplacements, soit parce qu'elles avaient été déplacées elles-

mêmes, soit parce qu'elles hébergent des personnes fuyant les violences. Cependant, il est difficile d'établir des chiffres précis en raison de la complexité de la situation. Florian Monnerie, directeur national de l'organisation humanitaire Action contre la Faim, souligne que toutes ces personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire.

Kwamouth est déjà une région pauvre, même selon les normes de la RDC. La plupart de ses habitants pratiquent une agriculture de subsistance pour survivre, mais leurs moyens de subsistance sont désormais menacés par l'insécurité causée par les milices. Les routes principales sont parfois bloquées ou attaquées, rendant l'accès à l'aide humanitaire encore plus difficile. En conséquence, la plupart des efforts d'aide se concentraient sur les localités proches du fleuve Congo, plus accessibles.

L'intérieur de Kwamouth, où se trouvent des zones forestières denses, est principalement contrôlé par les milices Mobondo et est extrêmement difficile d'accès. Les milices avaient attaqué environ la moitié des villages de la région, selon un rapport d'octobre 2022 publié par plusieurs organisations humanitaires et l'archevêché de Kinshasa. Ces milices exploitent la population locale pour financer leur "économie de guerre", mettant ainsi en péril la sécurité et le bien-être des habitants de Kwamouth.

4.3 L'effet de la milice dans la province du Kwango

Après l'attaque contre le village "États-Unis" dans le secteur de Bukangalongo, la présence des miliciens Mobondo était signalée dans le groupement Makengo, non loin de la RN 1. Ces assaillants avaient érigé des barrières à l'entrée des villages et rançonnaient les villageois, qui ne pouvaient plus se déplacer librement. Une barrière avait été érigée à l'entrée du village Kabuba sur la RN 1 par ces miliciens, qui tentaient d'étendre leur contrôle sur d'autres villages, selon le ministre provincial de la justice et porte-parole du gouvernement provincial du Kwango.

Selon lui, «Le groupe de Mobondo s'est retranché dans le groupement Makengo, à l'entrée de Kabuba. Ils ont pris plusieurs villages pratiquement en otage et ils y ont érigé plusieurs barrières, de sorte que pour y accéder, ce n'est pas facile. Les villageois y accèdent moyennant contrôle et avec beaucoup de tracasseries. Même pour aller aux travaux champêtres, ça devient difficile en raison du mouvement des Mobondo», avait déclaré le porte-parole du gouvernement provincial du Kwango, Me Adélaré Nkisi.

Une semaine avant, au moins 7 personnes ont été tuées au village "États-Unis" dans le secteur de Bukangalongo par ces miliciens. Sous la conduite d'un chef milicien nommé "Zéro Barré", les assaillants avaient occupé le village pendant près de 5 jours, entraînant un déplacement massif de la population. Ce regain d'insécurité survient après quatre mois d'accalmie dans la province du Kwango [Jonathan Mesa 2024].

Bien avant la situation décrite précédemment, une vague de déplacés en provenance de Kwamouth

(Mai-Ndombe) était arrivée dans la province de Kwango. Il s'agissait de plus de deux mille cinq cents personnes, principalement des femmes et des enfants, en provenance des villages Kinsele, Mfumu Nkento et Mongata, ayant fui les attaques meurtrières d'hommes armés. Ces déplacés s'étaient réfugiés dans les villages Batshongo, Kabuba et Pont Kwango. Le cadre de concertation provincial de la société civile du Kwango avait rapporté que ces personnes vivaient dans des conditions précaires.

Selon cette organisation, près de 2 300 déplacés avaient été identifiés à Batshongo et 235 à Pont Kwango. Ces déplacés dormaient dans des églises, des écoles et dans la cour de la résidence du chef de village à Batshongo, et ils étaient dépourvus de tout, leur situation étant très précaire. Symphorien Kwengo, vice-président du cadre de concertation provincial de la société civile du Kwango, avait lancé un appel à l'aide urgente en faveur de ces nouveaux déplacés. Cette nouvelle vague venait s'ajouter aux plus de 30 000 autres déplacés déjà présents dans la province, vivant dans des conditions inhumaines.

La présence des déplacés avait créé une surpopulation dans certaines régions de la province de Kwango, entraînant la rareté et la hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché, ce qui aggrave la misère de la population.

Le Cadre de concertation de la société civile avait vivement dénoncé les meurtres récurrents de civils perpétrés par des personnes armées non identifiées dans le territoire de Kenge. Lucien Lufutu, président de cette structure citoyenne, avait rapporté qu'au moins trois à cinq cas de meurtre sont enregistrés chaque mois dans le territoire de Kenge depuis que l'insécurité s'était installée à Kwamouth.

4.4 Paralysie des activités socio-économiques

Le village Pont Kwango, dans le territoire de Kenge (Kwango), a vu les activités socio-économiques ralenti en raison de la présence présumée de miliciens. La population de la région exprimait sa peur face à ces informations, faisaient état de la présence de miliciens venus de Kwamouth (Kwilu).

Confronté à cette situation, le ministre provincial de l'Intérieur du Kwango, Noël Lumbu, avait appelé la population au calme et à la vigilance, tout en assurant avoir pris des mesures de sécurité. Il avait déclaré en ces termes: «C'est la psychose totale. La rumeur dit que les assaillants ou les fugitifs de Kinsele sont au pont Kwango et ils narguent les autorités policières qui sont là. Ils disent qu'ils sont au pont Kwango. C'est vraiment la panique depuis Batshongo, Mongata, la rumeur dit que les assaillants sont là, mais les autorités qui gèrent la province ne peuvent pas abandonner la population puisque nous sommes là pour la population».

Le ministre avait également assuré que les services compétents enquêtent sur la situation: «La question est prise en charge. Nos éléments (de la défense et sécurité) sont envoyés sur place pour nous amener les plus amples renseignements car la bonne information est entre la rumeur et nous les

autorités, alors en matière de sécurité, on ne néglige pas la rumeur».

4.5 Le bilan de l'attaque de Kinshasa

Le rapport faisait état de la mort d'un militaire de l'armée congolaise et de quatre miliciens lors d'une attaque dans la périphérie de Kinshasa, la capitale de la RDC. Selon le général Sylvain Ekenge, porte-parole de l'armée, des miliciens Mobondo ont attaqué la localité de Nguma, située à 75 kilomètres de Kinshasa. Le bilan de l'attaque indiquait la mort de quatre miliciens et la grave blessure d'un soldat des Forces armées de la RDC (FARDC) à la machette, qui avait succombé à ses blessures. Les militaires des FARDC ont récupéré quatre armes à feu, des munitions et plusieurs armes blanches sur les lieux. Des renforts en provenance de Kinshasa étaient déjà sur place pour poursuivre les opérations de sécurisation de la zone [Karol Biedermann 2023]

Les miliciens Mobondo sont accusés de participer activement aux violences communautaires dans le territoire de Kwamouth, dans la province de Maï-Ndombe, à l'ouest du pays. Ce conflit foncier oppose les Teke aux Yaka, ces derniers étant arrivés après les Teke. Ces violences ont déjà causé la mort d'au moins 300 personnes en moins d'un an, comme indiqué dans un rapport de l'ONG Human Rights Watch.

4.6 L'affrontement au Kwango

L'affrontement survenu entre des assaillants armés de la milice "Mobondo" et les forces de défense et de sécurité au village Batshongo, dans la province du Kwango, avait entraîné la mort de 4 personnes et plusieurs blessés. Symphorien Kwengo, premier vice-président du cadre de concertation de la société civile de la province, avait précisé que parmi les victimes, figuraient trois hommes en uniforme et un civil. Suite à ces violences, le village de Batshongo s'était vidé, sa population étant dispersée et en débandade.

Des milliers de nouveaux déplacés avaient afflué sur la ville de Kenge et ses environs (Kwango) au mois de mai, fuyant une incursion armée de la milice Mobondo dans des localités périphériques de la ville de Kinshasa à la limite avec la province de Kwango. Selon Symphonie Kwengo, président du cadre de concertation provincial de la société civile du Kwango, ces nouveaux déplacés sont des habitants des villages Batshongo (Kwango), Mongata (Kinshasa) et autres, ayant fui les violences armées perpétrées dans cette contrée par des assaillants du groupe Mobondo.

Kwengo explique que la situation était tendue entre Batshongo et Mbakana. Ces villages ainsi que Mongata étaient pratiquement désertés, les habitants ayant fui et abandonné leurs villages. Les zones de Kenge, Mission Lonzo et Pont Kwango étaient désormais remplies de déplacés. Certains de ces déplacés en sont à leur deuxième déplacement, après avoir trouvé refuge à Batshongo qui était auparavant un lieu de refuge pour ceux venant de Mongata, Kinsele, Mfumu Nkento. Maintenant, ces déplacés sont à nouveau déplacés. Kwengo souligne que ces déplacés vivaient dans des conditions inhumaines. Pendant près de deux mois, ils n'ont bénéficié d'aucune assistance. Il avait lancé donc un

appel à l'assistance humanitaire auprès du gouvernement et des partenaires techniques et financiers pour venir en aide à ces personnes déplacées.

4.7 Les affrontements violents dans la province de Kwilu

Les affrontements violents survenus dans le village Salapamba, dans le secteur de Wamba Fatundu, au territoire de Bagata, dans la province du Kwilu, ont entraîné la perte de plus de dix vies, principalement du côté des assaillants appartenant au groupe Mobondo. La police nationale congolaise avait réussi à neutraliser au moins six de ces assaillants lors de l'opération.

Le colonel Camille Atungale, porte-parole de la police dans le Kwilu, avait souligné que ces miliciens avaient semé la panique en attaquant le village, provoquant ainsi une réponse des forces de l'ordre. Cette intervention avait permis de rétablir la sécurité dans la région, mais des mesures supplémentaires sont nécessaires pour éliminer définitivement la menace posée par le groupe Mobondo.

Le commissaire provincial de la police du Kwilu, Canold Kamana, a souligné l'importance d'une coopération entre les provinces voisines pour encercler les assaillants et mettre fin à leurs activités violentes. Il est crucial de coordonner les efforts de sécurité entre les provinces de Mai-Ndombe, Kwilu, Kwango et Kinshasa, où les miliciens Mobondo trouvent refuge et opèrent.

La situation décrite dans le village Tadita, où au moins cinq personnes ont été tuées lors d'une attaque menée par des miliciens du groupe Mobondo est alarmante et soulève de graves préoccupations concernant la sécurité des civils dans la région du Kwango. Ces attaques avaient entraîné la destruction de nombreuses maisons et forcé les habitants à fuir vers la brousse pour chercher refuge. La présence continue de ces assaillants, notamment dans le village de Pont Kwango sur la Route nationale numéro 1 (RN1) s'ajoute à l'instabilité et à l'insécurité dans la région.

Le gouvernement provincial du Kwango, ainsi que le cadre de concertation provincial de la société civile avaient appelé à une intervention urgente pour restaurer la paix et la sécurité. Le porte-parole du gouvernement provincial avait souligné l'importance d'une réponse coordonnée des forces armées pour contrer les miliciens Mobondo et assurer la protection des populations locales.

4.8 Territoire de Popokabaka

Les miliciens Mobondo ont perpétré une attaque le samedi 10 juin 2023 au bureau de la zone de santé de Boko, dans le territoire de Popokabaka, province du Kwango, selon des sources indépendantes. Les assaillants ont pris en otage le médecin chef de zone, l'avaient ligoté sous menace de mort, et avaient exigé une rançon de 1 000 000 de francs congolais ainsi que quelques bêtes pour sa libération.

Le cadre de concertation de la société civile du Kwango avait appelé le gouvernement à prendre

des mesures sécuritaires adéquates pour protéger la population. Lucien Lufutu, président du cadre de concertation, avait déclaré que les assaillants avaient perturbé le fonctionnement du bureau central de la zone de santé de Boko en demandant à tous de présenter leurs cartes d'électeurs. Après avoir découvert que le médecin chef de zone était un Teke, ils avaient menacé de l'égorger, mais avaient finalement accepté une rançon de 500 dollars et cinq chèvres.

Le gouvernement provincial du Kwango avait répondu en affirmant que ces actes étaient le fait de jeunes bandits se faisant passer pour des Mobondo. Ils avaient déclaré avoir déployé des agents de l'ordre pour rétablir l'ordre. Cependant, il est évident que les miliciens Mobondo sont actifs dans la province du Kwango. Selon un rapport d'évaluation rapide des organisations locales de la société civile, au moins 33 personnes avaient été tuées et plus de 20 000 déplacés avaient été enregistrés [Jonathan Mesa 2023].

Au moins dix personnes avaient été tuées et plusieurs maisons avaient été incendiées à la suite de l'incursion des miliciens Mobondo au mois d'août, dans le village d'Ipongi, situé dans le territoire de Popokabaka, dans la province du Kwango.

L'incident avait commencé après l'arrestation d'un 'colonel' de ces assaillants par la population du village de Fama Kolonga, qui l'a ensuite directement transféré à Kenge pour son interrogatoire. En représailles, les miliciens Mobondo avaient incendié plusieurs maisons au village d'Ipongi, causant la mort d'au moins dix personnes par balles et coups de machettes, selon Adelard Nkisi, porte-parole du gouvernement provincial du Kwango.

Nkisi avait exprimé également des inquiétudes quant au sort des personnes prises en otage et ligotées par les miliciens Mobondo, assurant avoir pris des mesures pour envoyer des forces de défense et de sécurité à Ipongi afin de rétablir la sécurité. En réponse à cette incursion, les autorités provinciales avaient maintenu un couvre-feu strict depuis plusieurs mois, de 22h à 6h du matin.

Par ailleurs, le vice-président de la société civile du Kwango propose la tenue d'un dialogue avec la milice Mobondo afin de mettre fin à cette insécurité persistante [Gloire Malumba].

Au mois d'août, l'incursion des miliciens Mobondo dans le village d'Ipongi, situé dans le territoire de Popokabaka, dans la province du Kwango avait entraîné la mort de dix personnes, ainsi que l'incendie de plusieurs maisons. L'incident avait débuté après l'arrestation d'un prétendu 'colonel' de ces assaillants par la population du village de Fama Kolonga, qui l'a ensuite directement transféré à Kenge pour son interrogatoire. En représailles, les miliciens Mobondo avaient incendié plusieurs maisons au village d'Ipongi, causant la mort d'au moins dix personnes par balles et coups de machettes, comme l'a rapporté Adelard Nkisi, porte-parole du gouvernement provincial du Kwango.

Nkisi avait exprimé également des inquiétudes concernant le sort des personnes prises en otage

et ligotées par les miliciens Mobondo, affirmant avoir pris des mesures pour envoyer des forces de défense et de sécurité à Ipongi afin de rétablir la sécurité. En réponse à cette incursion, les autorités provinciales avaient maintenu un couvre-feu strict depuis plusieurs mois, de 22h à 6h du matin.

Par ailleurs, le vice-président de la société civile du Kwango propose la tenue d'un dialogue avec la milice Mobondo afin de mettre fin à cette insécurité persistante [Gloire Malumba 2023].

4.9 La milice Mobondo à Kinshasa

Le conflit foncier entre les ethnies Teke et Yaka persiste, causant des pertes en vies humaines, même au-delà de son épiceutre dans le territoire de Kwamouth. Les affrontements s'étaient étendus jusqu'à la périphérie Est de Kinshasa, où des assaillants Yaka, également connus sous le nom de "Mobondo", avaient décapité un chef coutumier.

Patrick Muyaya, le porte-parole du gouvernement, avait souligné l'activisme persistant des groupes armés et terroristes dans plusieurs provinces, mentionnant l'Ituri et le Tanganyika, ainsi que la présence d'éléments non identifiés dans la province du Kongo Central, en particulier dans les territoires de Lukula. Il avait également rapporté le meurtre d'un chef coutumier par des assaillants Mobondo dans la périphérie de Kinshasa.

Au moins 20 personnes avaient été tuées lors d'une embuscade attribuée à des miliciens Mobondo selon Human Rights Watch [Thomas Fessy 2022]. Le conflit a déjà coûté la vie à plus de 300 personnes depuis juin 2022, malgré les opérations menées par les forces de sécurité congolaises. Lucien Lufutu, président du cadre de concertation provincial de la société civile de la province voisine de Kwango, a souligné la gravité des attaques des Mobondo dans un entretien accordé à la Deutsche Welle en ces termes:

«La situation dans la province de Kwango est extrêmement préoccupante. Depuis le début des conflits entre les communautés Teke et Yaka, nous assistons à une escalade de la violence, notamment avec les attaques menées par les miliciens Mobondo. Ces attaques ont fait des dizaines de morts et ont poussé des milliers de personnes à fuir leurs foyers, créant ainsi une crise humanitaire majeure dans la région». Selon Lucien, l'origine du conflit «remonte à des décennies, mais il a pris une tournure plus violente récemment en raison d'un différend sur l'augmentation de la redevance coutumière imposée par les chefs Teke aux fermiers Yaka. Cette augmentation a été rejetée par les fermiers Yaka, ce qui a entraîné des tensions croissantes entre les deux communautés».

Selon Lucien Lufutu, les miliciens Mobondo principalement recrutés parmi les communautés Yaka, Suku, Mbala, Ndinga et Songo ciblent les villageois Teke utilisant diverses armes blanches ou à feu, telles que des machettes, des lances, des fusils de chasse voire même des fusils d'assaut militaires. Leur objectif semble être de terroriser et de chasser les Teke de leurs terres ancestrales.

Répondant à la question sur les actions entreprises par les autorités congolaises pour mettre fin à cette violence, Lucien Lufutu souligne que malheureusement les forces de sécurité congolaises n'ont pas réussi à stopper la violence même avec les opérations menées dans la région. Les attaques des miliciens Mobondo persistent de manière régulière. Il est impératif que le gouvernement congolais prenne des mesures plus efficaces pour protéger les populations civiles et mettre fin à ce cycle de violence.

Concernant les besoins les plus urgents des populations affectées par ces violences, Lucien souligne que l'aide humanitaire et la protection et la sécurité sont les priorités essentielles. Les personnes déplacées ont un besoin critique d'accéder à la nourriture, aux soins de santé et à un abri sûr.

5. Discussion sur le conflit foncier et la résolution du conflit par la consolidation de la paix

Le conflit foncier se manifeste comme un phénomène social impliquant au moins deux parties ayant des intérêts ou des positions sociales divergentes, comme c'est le cas entre les teke et Yaka dans ce conflit foncier. Ces litiges découlent de droits de propriété conflictuels sur la terre, englobant le droit de l'utiliser, de la gérer, d'en tirer des revenus, d'en exclure d'autres, de la transférer et de recevoir une compensation pour elle. Bien que ces deux ethnies aient toujours vécu ensemble sans problèmes majeurs, la crise actuelle, mettant en lumière des conflits fonciers liés à l'utilisation abusive, aux restrictions ou à des litiges concernant ces droits de propriété. Ces deux communautés coexistaient pacifiquement jusqu'à ce que l'augmentation de la redevance foncière suscite une opposition surtout que les Yaka considérés comme non-autochtones, payaient déjà cette taxe depuis longtemps. La question est de savoir si cette augmentation était exorbitante est cruciale. Si tel est le cas les Yaka pourraient légitimement exprimer leur incapacité à continuer à payer le montant fixé. Cependant, si l'augmentation de la redevance n'était pas excessive, d'autres facteurs, tels que des réactions contre les achats massifs des grandes concessions par des individus de l'Est et l'installation des pasteurs armés avec leur bétail sur le plateau, pourraient expliquer les tensions.

Le contexte mondial des litiges fonciers montre qu'ils sont très répandus dans les sociétés, ou régions caractérisées par l'insécurité, l'inégalité et la faiblesse des institutions. Malheureusement la RDC tombe dans ces caractéristiques en raison de l'instabilité politique et des institutions, notamment dans l'est du pays où l'insécurité est alimentée par de nombreux groupes armés opérant pour sécuriser les mines. La dispute foncière en RDC est, en effet, complexe et liée à l'utilisation de la violence armée par différents acteurs cherchant à sécuriser leurs terres et leur pouvoir local. Ce phénomène est particulièrement observable dans les plaines de Ruzizi. Ce cas présente effectivement des similitudes avec le récent incident survenu à l'ouest aux plateaux de Batéké qui fait l'objet de notre discussion. Les conflits fonciers dans la région vont au-delà des simples différends civils

ou juridiques, accompagnant fréquemment de violences physiques, qui exacerbent les tensions intercommunautaires. C'est regrettable comme l'illustre l'incident impliquant les Yaka qui ont été maltraités lors de la vérification de droits coutumiers, notamment l'augmentation de la redevance foncière. Pourquoi recourir à la violence au lieu de dialoguer et répondre au Yaka. En réalité, la violence physique ne résout généralement pas les problèmes de manière durable, comme beaucoup de gens le pensent. Car, la violence physique peut créer davantage de ressentiment, d'hostilité et de méfiance entre les parties impliquées, compliquant ainsi la résolution des conflits. Si tout se faisait dans la violence il n'y aurait pas de compréhension.

Dans ces conflits, les groupes armés, qu'ils soient étatiques et non étatiques, interviennent dans la médiation foncière. Malheureusement l'ethnicité est parfois utilisée comme un moyen de recrutement et de mobilisation, compliquant davantage la résolution des conflits fonciers. C'est le cas évident de la milice Mobondo, qui a opté pour la violence armée pour résoudre des questions foncières qui auraient pu être traitées autrement. La gestion foncière dans la région est caractérisée par un pluralisme juridique, créant des tensions et des contradictions entre les normes coutumières, nationales et informelles. Cette complexité rend la résolution des conflits fonciers encore plus difficile. Le cas des villages de Nyakabere I et Nyakabere II, illustre cela, montrant que «la recomposition des élites locales est influencée par les milices armées. Ces milices empêchent la nouvelle élite locale de concéder des terres à de nouveaux intéressés en utilisant des menaces de mort, établissant ainsi une norme pratique interdisant à la nouvelle élite locale de s'impliquer dans la gestion des terres» [M'munga Assumani 2020 70]. Cela alimente une spirale de violence, créant de l'insécurité et une crise humanitaire qui nécessite souvent un coût financier important pour ceux qui se déplacent vers des endroits paisibles. Dans les camps de réfugiées ou parmi ceux qui fuient, les besoins sont nombreux et l'assistance est souvent insuffisante. Après avoir fourni une aide aux réfugiées, il est impératif d'amorcer la résolution de la paix.

Dans son essai intitulé "Résolution des conflits, transformation des conflits et consolidation de la paix", Patrick G. Coy explore les concepts fondamentaux et les pratiques clés dans le domaine des études sur la paix et les conflits. Les points suivants nous aident à voir comment le processus peut être amorcé.

Résolution des conflits: Pour amorcer le processus, Coy met en lumière les dimensions de la résolution des conflits, soulignant l'importance de la négociation basée sur des principes et de la médiation axée sur la résolution des problèmes. Il insiste sur la nécessité de la neutralité de la tierce partie pour le succès de la négociation entre les deux parties, Yaka et Teke.

Transformation des conflits: il s'agit de la médiation transformative en mettant en évidence son accent sur la reconnaissance et l'autonomisation des parties en conflit, plutôt que sur l'obtention d'une résolution formelle. Ce point est crucial pour éviter d'offenser l'autre partie et favoriser des changements internes et des transformations dans les relations entre les parties belligérantes.

Consolidation de la paix: Elle implique les modèles qui mettent en avant les efforts des Nations unies et de la société civile. Coy insiste sur l'importance du changement et de l'autonomisation, avec différentes approches adoptées par les acteurs étatiques et non étatiques. Cela favorise une paix durable grâce à l'implication de diverses couches de la société.

Médiation: La médiation incluant les modèles tels que la médiation transformatrice et les modèles hybrides est essentielle dans la résolution efficace des conflits à différents niveaux. Cela devrait contribuer à restaurer la paix afin que les deux peuples Teke et Yaka puissent cohabiter harmonieusement comme dans le passé.

Les efforts de consolidation de la paix de la société civile s'avèrent nécessaires en particulier lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux injustices structurelles: Les partisans de cette approche soulignent l'importance de traiter les injustices structurelles avant de rechercher une solution immédiate, en mettant en avant des stratégies qui favorisent une paix durable. Le cas de Teke et Yaka pourrait suivre cette voie en résolvant les problèmes de redevance coutumière liés aux taxes foncières.

La promotion de l'action non violente par la société civile est stratégique pour dénoncer les injustices, mobiliser les groupes opprimés et changer la dynamique du pouvoir, créant ainsi un environnement favorable à la négociation et à la médiation.

Renforcement des capacités locales: Enfin, plutôt que d'imposer des modèles préétablis, les intervenants de la société civile priorisent les capacités locales de résolution et de transformation des conflits. Ils cherchent à comprendre et à renforcer les approches indigènes, favorisant ainsi les partenariats coopératifs et s'appuyant sur les ressources pratiques et symboliques des communautés locales.

Conclusion

Cette étude révèle l'origine et l'émergence de la milice Mobondo dans le conflit foncier qui sévit dans le plateau de Batéké entre les Teke et Yaka. Ce conflit, une réaction à la redevance coutumière et à l'achat des grandes concessions par les personnes venues d'ailleurs pose un problème sérieux. Les jeunes dont la plupart sont des Yaka, sont motivés par la pratique mystique appelée 'Mobondo', qui les rend résistants et invulnérables aux armes à feu. Ils revendiquent la conquête d'une grande partie du plateau. Le mode opératoire de la milice Mobondo est sophistiqué, ayant accès à des armes d'assaut, des mitrailleuses et des lances grenades. La réponse de l'armée est coercive et brutale dépourvue de diplomatie. La menace de la milice était significative, entraînant davantage d'insécurité, et de crise humanitaire.

L'étude montre la profondeur de la crise sécuritaire provoquée par les affrontements entre les

soldats loyalistes qui veulent restaurer la paix et les milices mobondo qui résistent en commettant les exactions contre la population civile. Le bilan de la perte humaine est lourd, en particulier les innocents incluant les femmes et enfants qui perdent leur vie et sont déplacés dans des lieux parfois inconnus ou ils ne trouvent pas d'aide. La milice a étendu le lieu du déclenchement de la crise vers les provinces du grand Bandundu et proche de la ville de Kinshasa.

La société civile a joué un grand rôle en alertant les territoires sous tension en lançant l'appel au gouvernement pour qu'il réagissent rapidement afin de restaurer la sécurité. Cependant, parfois la contre réaction du gouvernement était lente. Les appels lancés par la société civile en faveur d'une intervention humanitaire du gouvernement ou d'autres acteurs étaient parfois vains, sans résultat et les conditions de vie dans des camps se détérioraient.

Il est crucial d'avoir une compréhension approfondie de la résolution des conflits, de la transformation des conflits et de la consolidation de la paix, mettant en évidence l'interconnexion et l'importance de ces concepts dans la résolution des défis sociaux et politiques complexes.

De ce qui précède, il est nécessaire de promouvoir les approches holistiques et inclusives pour aborder les conflits fonciers, en mettant l'accent sur la résolution pacifique des différends, la promotion de la justice sociale et la consolidation de l'État de droit. Cela nécessite une collaboration étroite entre les autorités locales, les communautés, la société civile et les acteurs nationaux et internationaux pour s'attaquer aux causes profondes des conflits fonciers et construire des bases solides pour la paix et le développement durable.

Il est également important de considérer le rôle de la violence armée dans la formation des normes pratiques foncières, tout en appelant à une meilleure compréhension des dynamiques locales et à une réponse intégrée pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région de l'ouest et de l'est de la RDC.

References

- Actualité. cd 2023. *Kwango: les miliciens Mobondo attaquent le bureau de la zone de santé de Boko*. From Kwango: les miliciens Mobondo attaquent le bureau de la zone de santé de Boko | Actualite. cd (Last accessed 6 May 2024)
- Actualité. cd 2024. *Kwango: les miliciens Mobondo érigent des barrières dans plusieurs villages après la récente attaque à la base de 7 morts à Bukangalonzo*. From Kwango: les miliciens Mobondo érigent des barrières dans plusieurs villages après la récente attaque à la base de 7 morts à Bukangalonzo | Actualite. cd (Last accessed 6 May 2024)
- Actualité. cd 2023. *RDC: Un autre chef coutumier décapité par la milice Mobondo à Kinshasa*. From Digitalcongo.net | RDC: Un autre chef coutumier décapité par la milice «Mobondo» à Kinshasa (Last accessed 7 May 2024)
- Barnett, Jon & W. Neil Adger., 2007. *Climate change, human security, and violent conflict*. Political Geography 26(6), 39-655.
- Chipo T. M., 2016. *The management of Land Disputes in Zambia and their Implications for Development: A case study of Mazabuka*. A thesis submitted in partial fulfillment of the requirements for a Master of Science in Peace, Leadership and Conflict Resolution Degree at the School of Education, University of Zambia, and Zimbabwe Open University

- Conant, E., 2014. For National Geographic, Published March 2004.
- Coy, Patrick G., 2009. *Peace, Justice and Security Studies*, Timothy McAlwee, B. Welling Hall, Joseph Liechty, and Julie Garber, editors, Lynne Rienner Publishers, 2009, pp. 63–78.
- David Ngwoke Mbazor & Babajide Ojo 2019. *Impact of land disputes on community development Tema* - Journal of Land Use, Mobility and Environment 12(1): 83–96 retrieved on 12/2/2024 from DOI: 10. François M'munga Assumani 2020 Mobilisation de la violence armée dans la sécurisation foncière Cas de la plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu en République démocratique du Congo Dans Revue internationale des études du développement 2020/4 (N° 244), pages 55 à 77 ÉditionsÉditions de la Sorbonne 6092/1970–9870/5888
- Huggins, C., 2010. *Terre, pouvoir et identité. Les causes profondes des violents conflits dans l'est de la République démocratique du Congo*. International Alert. From (PDF) Terre, pouvoir et identité. Les causes profondes des violents conflits dans l'Est de la RDC (researchgate.net) (Last accessed 6 May 2024)
- Jonathan Mesa, 2024. *Kwamouth: une dizaine de miliciens Mobondo neutralisés à Masiambio, le dispositif sécuritaire renforcé*. From Kwamouth: une dizaine de miliciens Mobondo neutralisés à Masiambio, le dispositif sécuritaire renforcé | Actualite. cd (Last accessed 10 May 2024)
- Karol Bledermann, 2023. *RDC: Un militaire et quatre miliciens Mobondo tués (Armée)*. From RDC: Un militaire et quatre miliciens Mobondo tués (Armée) - Sahel Intelligence (sahel-intelligence.com) (Last accessed 7 May 2024)
- Martinez Ngyaluka, 2023. *Les "Mobondo" à la porte de Kinshasa: D'où viennent-ils? Qui sont-ils? Que veulent-ils?* mediacongo.net. From Les "Mobondo" à la porte de Kinshasa: d'où viennent-ils? Qui sont-ils? Que veulent-ils? (Martinez Ngyaluka, Journalist) (mediacongo.net) (Last accessed 8 May 2024)
- Mathys, G., & Vlassenroot, K. 2016. «Pas juste une question de terres»: litiges et conflits fonciers dans l'est du Congo. Rift Valley Institute, 1–9. From <https://www.refworld.org/docid/5832c0714.html> (Last accessed 10 May 2024)
- Muchukiwa, B. 2006. *Territoires ethniques et territoires étatiques. Pouvoirs locaux et conflits Interethniques au Sud-Kivu (R. D. Congo)*. L'Harmattan.
- Mushagalusa Mudinga, E., & Ansoms, A. 2015. *Autorité publique et implication des forces armées dans les dynamiques foncières au Sud-Kivu*. In Marysse, S., & Omasombo Tshonda, J. (Eds.), *Conjonctures congolaises 2014–2015. Politiques, territoires et ressources naturelles: changements et continuités (195–214)*. L'Harmattan.
- Mushagalusa Mudinga, E., & Nyenyezi Bisoka, A. 2014. *Innovations institutionnelles des acteurs non-étatiques face à la crise foncière en RDC: légitimité, cohérence et durabilité*. In Reyntjens, F., Vandeginste, S., & Verpoorten, M. (Eds.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2013–2014 (177–197)*. L'Harmattan
- Nyenyezi Bisoka, A., Karubara, D., & Ansoms, A. 2014. *Dynamique de conflits fonciers et processus de réforme foncière en RDC: Repenser l'«insécurité foncière» à partir de l'approche de la «Political Ecology.»* Conjonctures congolaises 2013–2014. Percée sécuritaire, flottements politiques et essor économique (237–258). L'Harmattan.
- Olivier de Sardan, J. P., 1995. *Anthropologie et Développement*. Essai en socio-anthropologie du changement social. Karthala
- Politico. cd 2023. *Kwango: Après l'arrestation de leur leader, la milice Mobondo tue 10 personnes et incendie plusieurs maisons à Ipongi*. From Kwango: Après l'arrestation de leur leader, la milice Mobondo tue 10 personnes et incendie plusieurs maisons à Ipongi | Politico. cd (Last accessed 8 May 2024)
- Radio France International (RFI) 2023. *Congo-Kinshasa: Les violences intercommunautaires dans l'ouest du Congo font des dizaines de morts*. From RDC: les violences intercommunautaires dans la Tshopo ont fait plus de 500 morts (rfi. fr) (Last accessed 9 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kinshasa: l'armée assure la sécurité à Mongata et Menkao (Général Stasin Kizimu)*. From Kinshasa: l'armée assure la sécurité à Mongata et Menkao (Général Stasin Kizimu) | Radio Okapi (Last accessed 9 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kinshasa: situation sécuritaire tendue à Mongata*. From Okapi Radio Okapi 2023. *Kwango: au moins 5 morts lors d'une attaque de la milice Mobondo au village Tadita*. From Kwango: au moins 5 morts lors d'une attaque de

- la milice Mobondo au village Tadita | Radio Okapi, (Last accessed 9 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kwango: de nouveaux déplacés, fuyant la milice Mobondo, affluent dans la région de Kenge*. From Kwango: de nouveaux déplacés, fuyant la milice Mobondo, affluent dans la région de Kenge | Radio Okapi (Last accessed 10 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kwango: 10 personnes tuées lors d'une incursion de la milice Mobondo dans le village Salapamba*, From Kwango: 10 personnes tuées lors d'une incursion de la milice Mobondo dans le village Salapamba | Radio Okapi (Last accessed 10 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kwango: 4 morts après des affrontements entre assaillants armés et forces de l'ordre à Batshongo*. From Kwango: 4 morts après des affrontements entre assaillants armés et forces de l'ordre à Batshongo | Radio Okapi (Last accessed 7 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kwango: la société civile dénonce des meurtres à répétition des civils à Kenge*, From Kwango: la société civile dénonce des meurtres à répétition des civils à Kenge | Radio Okapi (Last accessed 10 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kwango: paralysie des activités socio-économiques à la suite de la présence présumée des miliciens au Pont Kwango*. From Kwango: paralysie des activités socio-économiques à la suite de la présence présumée des miliciens au Pont Kwango | Radio Okapi (Last accessed 9 May 2024)
- Radio Okapi 2023. *Kwango: plus de 2500 nouveaux déplacés de Kwamouth arrivent dans la province*. From Kwango: plus de 2500 nouveaux déplacés de Kwamouth arrivent dans la province | Radio Okapi (Last accessed 10 May 2024)
- Thomas Fessy, 2023. *Lourd bilan meurtrier lors de nouvelles violences communautaires dans l'ouest de la RD Congo*. From Lourd bilan meurtrier lors de nouvelles violences communautaires dans l'ouest de la RD Congo | Human Right Watch (hrw.org) (Last accessed 10 May 2024)
- Thomas Fessy, 2023. *Intercommunal Violence in Western Congo Kills Scores*. Latest Attack by Mobondo Militia Highlights Failure to Address Customary Dispute. From Intercommunal Violence in Western Congo Kills Scores | Human Rights Watch (hrw.org) (Last accessed 9 may 2024)
- Wehrmann, Babette 2005. *Urban and Peri-urban Land Conflict in Developing countries*, Research Reports on Urban and Regional Geography 2. Berlin 2005.
- 2008. *Land Dispute: A practical guide to dealing with land disputes*, Eschborn Germany, 2008. From Land Conflicts: A Practical Guide to Dealing with Land Disputes (researchgate.net) (Last accessed 10 may 2024)
- Wendy Bashi 2023. *Les Mobondo sèment toujours la terreur dans le Mai Ndombe*. From Les Mobondo sèment toujours la terreur dans le Mai Ndombe - DW - 30/06/2023 (Last accessed 10 May 2024)
- Vlassenroot, K., 2013. *Sud-Kivu Identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo*. Rift Valley Institute.

L'activisme de la milice Mobondo dans le conflit foncier entre Teke et Yaka dans le Grand Bandundu: L'impact de la crise sécuritaire, humanitaire et la restauration de la paix

Georges Bomino BOSAKAIBO

Résumé

Depuis juin 2022, une crise majeure secoue le plateau de Batéké, soulevant des interrogations quant à ses bénéficiaires. Les affrontements entre les tribus Teke et Yaka, autrefois unies, entraînent des pertes humaines et le dépeuplement des villages, offrant potentiellement des opportunités aux nouveaux acquéreurs terriens. Les atrocités à Kwamouth laissent planer le doute sur les véritables instigateurs, certains soupçonnant une manipulation visant à servir des intérêts extérieurs. D'autres pensent que l'éclatement de la crise est lié à l'augmentation de la redevance foncière. C'est dans ce contexte que l'étude qualitative entreprise vise à dévoiler les origines et le fonctionnement de la milice Mobondo, ainsi que les autres acteurs impliqués, tout en explorant les conséquences sécuritaires et humanitaires des exactions de cette milice. Elle met en lumière le fait que les conflits fonciers résultent souvent de l'utilisation abusive du pouvoir par les chefs coutumiers, et s'efforce à identifier les responsabilités tout en proposant des solutions par le biais de mécanismes appropriés.

Abstract

Since June 2022, a significant crisis has rocked the Batéké plateau, prompting questions about its beneficiaries. Clashes between the once united Teke and Yaka tribes have resulted in loss of life and village depopulation, potentially, favoring new land buyers. The atrocities in Kwamouth cost doubt about the true instigators, with suspicious of manipulation to serve outside interests. Some believe that the crisis stems from an increase in land royalties. Therefore, undertaken qualitative study aims to uncover the origins and operations of the Mobondo militia, along with other involved actors, while exploring the security and humanitarian consequences of the militia's exactions. The study highlights that land conflicts often result from the abusive use of power by customary chiefs, and endeavors to identify responsibilities and propose solutions through appropriate mechanisms.